l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 8 dimanche 9 janvier 1977

No 601

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire No 57952

Hier soir devant la télévision

Licenciements, blocage des salaires

BARRE EXHORTE LES PATRONS A LA FERMETE

Vérité, fermeté, continuité, tels ont été les trois mots employés par Barre pour résumer le plan gouvernemental aux nombreux patrons devant lesquels il parlait. Il a réaffirmé qu'il s'agissait d'un plan durable, qu'il n'était pas question de protectionnisme, et qu'il comptait au contraire favoriser la compétitivité en laissant la concurrence.

Cette restructuration capitaliste se fera certes au détriment des entreprises les plus faibles, mais fondamentalement c'est aux travailleurs que la bourgeoisie veut en faire supporter les conséquences.

C'est pourquoi Barre a appelé les patrons à la fermeté : «Vous faites face ou vous baissez les bras» a-t-il déclaré, ce qui était une invitation très claire à suivre l'exemple donné par le gouvernement en matière des salaires dans la fonction publique.

Car c'est maintenant que va s'appliquer dans la «continuité» la deuxième phase du plan Barre.

L'opération publicitaire réalisée à grand fracas sur la baisse de la TVA de 2 % ne doit pas faire illusion, les prix vont augmenter de plus belle, à commencer par les loyers.

(Suite p.3)

Après les déclarations de Giscard

Lieu de l'exploitation capitaliste, l'entreprise doit être celui de la politique révolutionnaire

Mercredi, au cours du conseil des ministres, le gouvernement à réaffirmé que la politique dans les entreprises était «illégale». Giscard d'Estaing a enchainé en affirmant : «Il n'y a qu'en France qu'on assiste actuellement à une tentative de politisation des entreprises. Cette tentative est contraire à la nature de l'entreprise qui doit rester un lieu de travail conservant son caractère de neutralité politique.»

Ces déclarations, d'une parfaite hypocrisie, recouvrent deux sortes de contradictions qu'il convient de distinguer.

(Suite p.3)

Il y a un an disparaissait le camarade Chou en Lai

A la tribune du Xè Congrès du Parti communiste chinois, en août 1973, le camarade Chou En-lai aux côtés du Président Mao.

Le 8 janvier 1976, le camarade Chou en Laï mourait. Il était vice-président du Parti communiste chinois et premier ministre du conseil des Affaires d'État. Fondateur de «l'Armée rouge des ouvriers et des paysans de Chine», il a consacré sa vie entière à la cause du prolétariat et du communisme, s'appuyant toujours sur les principes du marxisme-léninisme. Il a participé, en étroite liaison avec le président Mao Tsé-toung à toutes les phases de la Révolution en Chine et de l'édification du socialisme. Sa vie et son œuvre sont une source d'inspiration pour tous les communistes.

Le procès de Casablanca

Les accusés affirment leur soutien à la lutte du peuple saharahoui pour l'autodétermination

Le procès des cent soixante dix huit militants Marxistes-léninistes , qui se poursuit à Casablanca est marqué par l'attitude ferme que les accusés opposent aux attaques du régime d'Hassan.

Le quatre janvier quatre militants, Mohammed Kerfaty et trois autres de l'organisation «Illal-Amam» Brahim Mestari, Mustapha Wahab et Rachid Fekkak, ont été interrogés par le président du tribunal. Tout en repoussant un certain nombre d'accusations mensongères qui étaient portées contre eux, ils ont proclamé leur adhésion au Marxisme-léninisme et leur action militante. Ils ont ensuite dénoncé, malgré une interruption du Présicent, les sévices et les tortures dont ils avaient fait l'objet, faisant de ce procès celui du régime policier d'Hassan.

(Suite p.2)

Protestons massivement contre l'assassinat de Mahmoud Saleh

Une fois encore, lundi dernier, un militant de la Révolution palestinienne était assassiné par les sionistes. Encore une fois les forces de l'ombre s'en prenaient aux forces de la lumière. Cela, 4 ans après l'assassinat de Mahmoud El Hamchari, représentant de l'OLP à Paris.

Nous lançons un appel à tous nos militants, sympathisants et amis, à tous les anti-impérialistes sincères, enfin à tous les amis de la cause palestinienne, à se rassembler samedi matin pour condamner cette lâche agression et exiger que la lumière soit faite sur les assassinats de militants palestiniens en France, nos frères de combat. Mais aussi pour célébrer la mémoire de Mahmoud El Hamchari, celle de tous les martyrs du peuple palestinien qui ont donné leur vie pour que leur peuple retrouve leur terre usurpée ; pour soutenir sans réserve la lutte du peuple palestinien contre le sionisme, l'impérialisme et l'hégémonisme des deux superpuissances.

Samedi 8 janvier à 10h30

Protestation de masse contre l'assassinat de Mahmoud Saleh

devant l'entrée principale du Père-Lachaise à l'appel de l'OLP et de la GUPS

Expédition sioniste contre la librairie «Floréal» à Paris

Communiqué

Après l'assassinat de Mahmoud Saleh, la librairie Floréal a rendu hommage au résistant palestinien, en présentant une vitrine à la gloire de la Révolution palestinienne, et une affiche reproduisant la photographie du meurtre, publié par le journal Libération.

Cette nuit une première expédition a eu lieu contre la librairie, vers les quatre heures du matin.

Dans la matinée, un individu entre quarante cinquante ans, d'un mè soixante dix environ, vêtu d'un pardessus gris, les cheveux grisonnants, aux yeux bleux, de visage imberbe, avec une légère cicatrice sous un oeil, a photographié une première fois de biais la vitrine, palestinienne, à cinq mètres environ, puis s'est approché à deux mètres, pour prendre en pose le portrait de Saleh.

Le numéro de sa voiture, une Taunus où une Opel kadett vert olive, sale, avec des plaques d'immatriculations jaunes, a été relevé.

Ce numéro est le 6732 YY 75.

Toute personne pouvant fournir des renseignemnts est priée de téléphoner à la librairie Floréal, au 567 26 24.

Contre les bandes sionistes et fascistes, organisons-nous !

Espagne

L'opération Carrillo

UNE MISE EN SCENE MINUTIEUSEMENT REGLEE

Dans un article paru il y a quelques semaines, nous disions que la bourgeoisie monopoliste espagnole pouvait compter sur les révisionnistes pour l'aider à effectuer le passage toujours délicat du système ouvertement fasciste à un système de démocratie bourgeoise mais sans, surtout que ses privilèges et sa domination sur le peuple ne soient remis en cause.

Une situation gênante pour la bourgeoisie

Après l'épisode du référendum truqué, l'opération «Carrillo» a été une illustration probante de ce que nous disions.

Pour bien voir en quoi consiste cette opération, il faut voir quelle était la situation avant l'arrestation de Carrillo.

Le PCE était toujours clandestin et Carrillo interdit de séjour. Cette situation n'était satisfaisante pour personne, dans les diverses fractions de la bourgeoisie espagnole.

Pour la bourgeoisie au pouvoir, d'une part, cela faisait un ombre sur le masque de libéralisme qu'elle tient absolument à revêtir pour des raisons dont nous avons déjà parlé (endiguement des luttes populaires, problème de l'admission de l'Espagne à la CEE, etc.).

D'autre part, cela créait toujours un certain malaise dans ses relations avec les pays révisionnistes.

Comme pour le PCE qui voyait arriver les prochaines élections générales sans pouvoir espérer partager une partie du gâteau avec les autres partis de la bourgeoisie (fascistes, monarchistes, sociaux-démocrates du PSOE), il fallait donc pour la bourgeoisie dans son ensemble trouver une solution qui ménage à la fois la chèvre et le chou. Il fallait donner une issue «honorable» pour chacune des deux parties qui ne pouvait pas capituler ouvertement devant l'autre, l'une en reconnaissant le PCE comme ça, d'un seul coup, l'autre en décernant un brevet de démocratie au pouvoir tout en étant toujours officiellement interdit.

Il s'agissait avant tout de tromper le peuple espagnol sur les véritables liens qui unissent la bourgeoisie au pouvoir et les révisionnsites dans ce pays.

Une opération en trois actes

Cette solution, ce fut le scénario bien réglé de l'incarcération de Carrillo.

ACTE I : Carrillo, officiellement recherché par toutes les polices espagnoles, donne le 10 décembre, à 200 mètres de la Préfecture de police, une conférence de presse devant 60 journalistes et deux caméras de télévision. Dans cette conférence, il dit qu'il y a au gouvernement des gens qui veulent le changement et que le PCE est prêt à participer à la vie «démocratique» et même à accepter la monarchie.

ACTE II : Ne pouvant pas effacer d'un trait de plume les bases de 40 années de fascisme, et également, pour ne pas laisser la part trop belle à Carrillo, le gouvernement fait arrêter celui-ci le 22 décembre.

C'est aussitôt un tollé et une campagne orchestrée par le révisionnisme international sur le thème : «preuve que l'Espagne n'est pas encore démocratique, c'est que Carrillo est en prison».

Tout le monde, de Moscou à Paris y va de son couplet. Le même cinéma se passe en Espagne mais on oublie toujours de parler de tous les autres prisonniers politiques. Le problème de la démocratie en Espagne est ainsi habilement cristallisé sur la personne de Carrillo.

Acte III : Carrillo est libéré le 30 décembre et tout ce beau monde est content.

Le pouvoir en sort la tête haute avec un geste de clémence qui lui vaut les salutations aussi bien des révisionnistes espagnols qu'étrangers. On pouvait à ce sujet lire dans «L'Humanité» du 31/12 que *«la signification politique de la libération de S. Carrillo et de ses camarades était importante. Pour la première fois depuis des dizaines d'années le secrétaire général du PCE est légalement libre à Madrid»* Bref, pour les révisionnistes, la rupture avec le franquisme est consommée. Oh, il reste bien le problème de la légalisation officielle du PCE, mais Carrillo considère lui-même que sa libération en est un premier pas.

Les révisionnistes sur le devant de la scène

Les révisionnistes, qui sont apparus en martyrs n'ont finalement qu'à se louer également de cette affaire qui leur a fait une publicité extraordinaire tout en leur donnant des assurances sur leur reconnaissance officielle par la sanglante bourgeoisie espagnole.

Carrillo va particper aux travaux de la commission de coordination de l'opposition chargée de négocier avec le gouvernement et on ne va plus parler de ce «petit différent qui nous a opposé pendant une quarantaine d'années».

Le peuple n'est pas dupe

Toute cette merveilleuse mise en scène serait parfaite s'il n'y avait pas encore en plus le peuple espagnol pour compliquer l'histoire. Figurez-vous qu'il y en a qui ont manifesté *après* la libération de Carrillo pour réclamer l'amnistie générale. Il y a vraiment des gens qui ne sont jamais contents ! Pour la seule journée du 1er janvier, quatre cent Basques à Maracaldo, plus de mille à San Sébastien ont manifesté pour une amnistie totale. A Alqorta, près de Bilbao, c'est dix mille personnes qui ont assisté à un match de football dont la recette était destinée à la lutte pour l'amnistie totale, de très violents combats ont opposé des manifestants aux forces de répression fasciste.

Juan Carlos et son compère Carrillo auront beau faire, leurs manœuvres trompent de moins en moins les peuples d'Espagne et ils n'empêcheront pas qu'un jour l'Espagne sera débarrassée de tous les oppresseurs.

Manifestation de soutien au peuple Saharoui, à Barcelone.

L'Amérique inquiète

La prétendue détente internationale a décidemment fait long feu. La désignation de Harold Brown à la tête du Pentagone par Jimmy Carter semble en effet marquer un virage dans la politique américaine sur cette question.

Le nouveau secrétaire à la défense vient en effet de se prononcer publiquement, dans l'hypothèse d'un conflit nucléaire avec l'URSS, contre la théorie de la «riposte graduée» qui avait supplanté ces dernières années celle des «représailles massives».

Il vient notamment de déclarer : «Un pays devant faire face à une attaque nucléaire voudra évidemment s'être réservé plusieurs options de contre-attaque, autres que des représailles immédiates et totales contre les cibles industrielles et urbaines.

»Mais toutes les études sur les diverses options possibles que j'ai examinées montrent qu'en dernier ressort, elles n'empêcheront probablement pas la destruction mutuelle de l'agresseur et de l'agressé».

Cette remise en question de la «riposte nucléaire graduée» risque d'entrainer une remise en question de certains programmes américains en cours, comme la production de têtes nucléaires plus précises pour les missiles balistiques intercontinentaux.

Le prochain secrétaire à la défense a en même temps exprimé certains doutes quant à l'exactitude des rapports du Pentagone selon lesquels l'URSS se lancerait actuellement dans la construction systématique d'abris souterrains antiaériens.

Enfin, l'étude annuelle de la CIA sur les objectifs militaires soviétiques au cours des 10 prochaines années, écrite sur un ton nouveau, très alarmiste, établit pour la première fois que Moscou ne vise plus à une simple égalité avec les USA, mais cherche désormais à acquérir une supériorité absolue.

Moscou

Dangereuse diplomatie

Le Département d'État américain a récemment classé Moscou comme «poste dangereux pour la santé» pour les diplomates, avec augmentation de salaire et primes en conséquence.

Il faut dire qu'une prise de sang faite sur les 145 diplomates et leur famille a permis de constater que le tiers d'entre eux présentait un nombre anormalement élevé de globules blancs. Une enquête effectuée par les américains sur ce phénomène n'a pas abouti, mais il n'est pas interdit, cependant, d'établir un rapport entre ces troubles et la découverte, à la fin de 1975, d'un système d'espionnage installé par les Russes à l'ambassade US à Moscou et qui diffusait une très grande quantité de radiations.

Entre Russes et Américains, la guerre des rayons est déjà commencée.

Le procès de Casablanca

Les accusés affirment leur soutien à la lutte du peuple sahraoui pour l'autodétermination

(Suite de la p. 1)

Une importante partie des débats à été centrée sur le problème du Sahara Occidental, le gouvernement reprochant aux Marxistes léninistes d'avoir dénoncé par tract «l'intervention marocaine au Sahara pour réprimer la lutte de libération nationale des masses sahraouies» et d'avoir accusé «le pouvoir Marocain de n'avoir d'autre but que de remplacer l'exploitation colonialiste par une exploitation néocolonialiste».

Il faut souligner que le gouvernement Marocain est aidé en cela par le Parti Révisionniste d'Ali Yahta qui a dénoncé publiquement les accusés comme traitres à la Marocanisation du Sahara».

Face à ces attaques, les marxistes-léninistes ont réaffirmé leur soutien à la juste lutte du peuple Sahraoui pour son droit à l'autodétermination.

Aussi les inculpés du procès de Casablanca ont-ils refusé l'assistance du parti révisionniste PPS, à la suite des déclarations odieuses de son secrétaire général.

Licenciements, blocage des salaires

Barre exhorte les patrons à la fermeté

(Suite de la p.1)

Par ailleurs la bourgeoisie va accentuer son offensive dans les entreprises en bloquant les salaires dans le secteur privé comme dans le secteur public tout en continuant à licencier selon les besoins de la restructuration capitaliste. A ce sujet Barre a déclaré : «Le problème du chômage restera l'an prochain un problème important».

Mais il a aussitôt cherché à minimiser le chômage des jeunes et des femmes et a laissé entendre que si les chômeurs étaient si nombreux c'est parce qu'ils n'étaient guère pressés de trouver du travail ! Quant aux salaires il voudrait faire croire qu'ils sont responsables non seulement de s'inflation, mais aussi qu'en créant des difficultés au patronat, c'est eux qui engendrent le chômage.

Barre généralise ainsi le classique chantage aux licenciements. Le gouvernement ne se fait pourtant pas d'illusions sur la possibilité de pouvoir désamorcer ainsi la lutte des travailleurs dans les entreprises. C'est pourquoi comme le montre le discours de Giscard elle va se donner davantage de moyens pour la réprimer légalement.

Après les déclarations de Giscard

Lieu de l'exploitation capitaliste l'entreprise doit être celui de la politique révolutionnaire !

(Suite de la p.1)

Elles recouvrent d'abord les rivalités se développant à l'approche des échéances électorales, entre les partis bourgeois et surtout entre le gouvernement et le PCF. Il est certain que, depuis un certain temps, dans la perspective de leur arrivée eventuelle au gouvernement, les dirigeants du parti révisionniste ont développé une offensive en direction des entreprises et cherchent à y renforcer la présence de leur organisation. Quel est leur objectif ? Il est d'abord à noter que cette offensive se développe surtout en direction des entreprises dont ils prévoient la nationalisation. Leur but est de créer les conditions leur permettant, le moment venu, de s'installer à la direction de ces entreprises, en s'appuyant sur une organisation suffisamment forte. D'ores et déjà, l'essentiel de l'activité du PCF dans ces entreprises consiste à développer sa conception de la gestion de ces entreprises. Son but n'est nullement d'être dans les entreprises pour y mener la lutte contre l'exploitation capitaliste et préparer sa destruction, il est de se préparer à prendre en main l'exploitation des travailleurs en accédant aux postes de commande des entreprises. Les dirigeants du PCF veulent également avoir ainsi, ainsi que par le biais de la CGT, une organisation qui leur permette de réprimer les ouvriers révolutionnaires dans les entreprises.

Par ailleurs, il est probable que leur objectif est d'être en mesure d'exercer des pressions sur le PS, une fois les deux partis au gouvernement. En somme, leur objectif est de créer dans les entreprises une infrastructure leur permettant d'accéder au pouvoir.

Tous les partis bourgeois savent que, dans la perspective de 78, les rapports de force qui existeront dans les entreprises joueront un rôle essentiel. L'entreprise est devenue un terrain de lutte des partis bourgeois. L'enjeu en est de savoir lequel d'entre eux tirera profit de l'exploitation des ouvriers. Du PS au RPR, la bataille est engagée. Mais il est certain que parmi tous ces partis, c'est le PCF qui bénéficie des positions les plus fortes en se présentant comme le «parti des travailleurs», et en contrôlant le principal syndicat. En cherchant à empêcher le PCF de développer ses activités dans les entreprises, Giscard d'Estaing veut entraver les ambitions d'un concurrent.

Mais les déclarations de Giscard recouvrent encore une autre contradiction : celle entre la bourgeoisie et le prolétariat. De tout temps le patronat a voulu interdire le développement de la politique révolutionnaire dans les entreprises. On ne compte plus les licenciements de travailleurs pour ce motif. Pour la bourgeoisie comme pour le prolétariat, l'entreprise est un lieu essentiel : c'est la source de l'exploitation capitaliste, le lieu où les contradictions de classe se manifestent avec le plus de force. C'est le lieu où la dictature de la bourgeoisie apparait dans toute sa nudité, où disparait le vernis de la démocratie bourgeoise. La bourgeoisie a peur du développement des idées révolutionnaires dans les entreprises : c'est là en effet que la classe ouvrière se trouve concentrée face à son ennemi de classe, c'est là que se trouvent réunies les conditions du développement de la conscience révolutionnaire dans les masses. C'est pourquoi la bourgeoisie a toujours cherché à présenter les entreprises comme un lieu qui devait rester «neutre». «Neutralité» derrière laquelle les exploiteurs mettent en œuvre leur politique.

Sur le fond, il n'y a donc rien de nouveau dans les déclarations de Giscard. Simplement elles témoignent du fait que la bourgeoisie est décidée plus que jamais à s'opposer au développement des idées révolutionnaires dans les entreprises. Les déclarations de Giscard laissent prévoir un renforcement de la répression contre les travailleurs révolutionnaires, une augmentation des licenciements pour raison politique. Elles laissent également supposer que la bourgeoisie se prépare à faire intervenir ses tribunaux contre les ouvriers révolutionnaires. Les déclarations de Giscard d'Estaing signifient que pour la bourgeoisie, il ne s'agit pas d'une simple affaire de «réglement intérieur» des entreprises, mais bien d'une question tenant à la légalité bourgeoise elle-même.

Tout ceci montre la volonté de la bourgeoisie de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière et de la baillonner, mais cela montre aussi et surtout la peur de la bourgeoisie devant le développement des idées révolutionnaires dans les entreprises. Le développement des idées marxistes-léninistes et du parti marxiste-léniniste dans les entreprises n'est sans doute pas le moindre de ces sujets d'inquiétude.

Pour les marxistes-léninistes, les déclarations de Giscard ne font que confirmer la nécessité de développer leur activité dans les entreprises pour qu'elles deviennent selon l'expression de Lénine les «forteresses du parti prolétarien». Elles confirment également la nécessité de développer ce travail dans les masses ouvrières de façon clandestine aux yeux de la bourgeoisie et des révisionnistes. On peut être convaincu en effet que, se disputant pour savoir qui exploitera les travailleurs, les Giscard et Marchais se trouveront d'accord pour tenter de s'opposer au développement de l'activité marxiste-léniniste dans les entreprises et s'uniront dans la répression. D'ailleurs ce ne sont pas les exemples de cette collusion fondamentale qui manquent.

Mais quoi que fassent les uns et les autres, les idées et l'organisation marxiste-léninistes vont aller en se renforçant dans les entreprises. L'expérience des ces dernières années en est déjà la preuve.

Pour Haby

Les instituteurs n'ont pas le droit d'être malades

René Haby, ministre de l'éducation nationale, vient de décider la suspension, cet hiver, de tous les stages destinés aux enseignants, renvoyés à mai ou juin... ou aux calendes grecques.

Cette décision concerne tous les stages, journées de regroupement pour étude, formation complémentaire, conférences pédagogiques, etc.

Haby estime en effet, qu'il y a trop d'absentéisme chez les instituteurs : «en janvier février, et même mars et avril, à cause des maladies d'hiver, ce pourcentage peut grimper jusqu'à 10 ou12 % des effectifs,»déplore-t-il.

En conséquence, les instituteurs n'auront plus droit à la formation continue qui représente un acquis de leurs luttes. Ces stages, dont certains ont déjà commencé et devraient donc être interrompus, durent en effet de six semaines à 3 mois et constituent une étape importante dans la formation pédagogique des instituteurs. Nombre d'enseignants, stagiaires et formateurs, ont donc décidé de les assurer quand même, malgré l'interdiction d'Haby.

Celle-ci est la troisième tentative entreprise par le ministre de l'éducation nationale, depuis la dernière rentrée scolaire, pour rogner sur le budget de l'éducation nationale aux dépens des enseignants et des élèves.

Le volant des maîtres remplaçants est, en effet, notoirement insuffisant, (5 % de l'effectif total des instituteurs titulaires dans l'enseignement élémentaire, 3,5 % pour le premier cycle de l'enseignement secondaire) alors que nombre d'instituteurs et d'enseignants sont condamnés au chômage, faute de crédits débloqués pour créer les postes indispensables. Ces tragiques suicides d'enseignantes acculées au désespoir par cette politique sont là pour en témoigner.

Par ailleurs, les femmes constituent actuellement 75 % du total des effectifs des instituteurs et la moitié d'entre elles ont moins de 32 ans. Les maternités sont donc fréquentes et les congés maternité comptent, pour 40 % du total des congés maladies.

Verra-t-on bientôt Haby suivre l'exemple des patrons américains qui ont décidé de ne plus indemniser leurs employées pendant leur congé maternité et n'être plus tenus de les réembaucher à l'issue de celui-ci.

Municipales

Disputes et marchandages vont bon train

A Paris d'Ornano se présente en tête de liste dans le 17 e arrondissement au grand mécontentement de Lafey, conseiller municipal RPR qui a indiqué qu'il n'était pas question de faire des listes communes «majorité présidentielle dans ces conditions».

A Villeurbanne, la fédération du Rhône du PS va faire cavalier seul en présentant une liste «socialiste» avec Hernu en tête de liste.

A Lyon, le PCF réclame 27 sièges sur 61 et 4 têtes de listes sur 9. Le PS qui ne veut lui laisser que 22 sièges et une tête de liste a déjà désigné son propre candidat à la mairie. Tous ces marchandages montrent bien la nature des alliances électorales bourgeoises : des alliances pour arracher la plus grosse part du gâteau.

Dans le textile comme ailleurs

Non à tout licenciement ! Ni plan Barre, Ni Programme commun !

Tels sont les deux mots d'ordre centraux expliqués dans «Le Fil Rouge» du mois dernier, le bulletin des communistes marxistes-léninistes de Roubaix pour les travailleurs de «La Lainière». (1)

Au point de vue des réformistes et des révisionnistes du faux parti communiste est opposé et développé, sur la base de la sitution locale, le point de vue des vrais communistes.

Après avoir brièvement rappelé l'étendue de la crise, dans le textile local notamment, le «Fil Rouge» déclare : «Non, cette nouvelle vague de licenciements n'est pas due à la fatalité ! Les capitalistes profitent de la crise !

* La Cogefi, cabinet d'étude qui gère les entreprises en difficulté ou en règlement judiciaire, comme Deffrenne et Tiberghien-Frères, perçoit chaque mois jusqu'à 150 000 NF sur le compte de l'entreprise «en difficulté».

* La faillite de Tiberghien-Frères n'est pas due à *une mauvaise gestion, c'est la concurrence entre capitalistes, où les gros mangent les plus faibles.*

* La fermeture de Duffrenne et des trois autres usines du groupe Schlumpff n'est pas due au fait que Schlumpff ont détourné des fonds pour se payer une collection de tacots d'une valeur de 8 milliard de F, c'est d'abord parce que Schlumpff préfère liquider son secteur textile pour réinvestir son argent dans des affaires «plus juteuses».

La cause essentielle des licenciements et des fermetures, ce n'est pas des erreurs de gestion, c'est la recherche du profit maximum !»

Pour conclure sur la politique de notre bourgeoisie de «droite», après avoir rappelé les déclarations de Gillet de Rhône-Poulenc, appuyé par Beullac, ministre du chômage, à propos des licenciements, le «Fil Rouge» écrit : «Ce qu'ils veulent nous enlever, c'est notre droit le plus fondamental : LE DROIT AU TRAVAIL ; refusons tout licenciement !». Et c'est à la bourgeoisie de «gauche» que le «Fil Rouge» consacre la suite de son article :

«Le PCF reproche à Giscard et Sarre (patron de «La Lainière») de mal s'y prendre : selon les dirigeants révisionnistes, Sarre devrait utiliser «la main d'œuvre expérimentée à Roubaix, au lieu de s'installer en Tunisie...»

Et, un peu plus loin, «le PCF n'est pas contre les licenciements, il veut seulement les contrôler. Son mot d'ordre : " pas de licenciements sans reclassements" veut dire : des licenciements, il en faut, mais inutile de gaspiller la main d'œuvre ! Quant à la «coopération efficace» (pour assurer des exportations régulières – tract diffusé par le PCF à La Lainière) ... avec les pays soi-disant socialistes, nous la refusons, car elle aboutira à l'endettement et à la dépendance de la France vis à vis de l'URSS social-impérialiste, comme c'est le cas pour les pays de l'Est».

«Tant qu'il y aura le capitalisme, il y aura des licenciements ! Seule la dictature du prolétariat éliminera la plaie du chômage !».

Mais, dans l'immédiat, les communistes marxistes-léninistes appellent les travailleurs à réaliser l'unité de la classe ouvrière, en s'opposant aux manœuvres des dirigeants de l'Union de la gauche, notamment dans les syndicats, et tout de suite en se mobilisant en masse pour soutenir concrètement les travailleurs de Deffrenne, particulièrement menacés.

Correspondant HR

(1) Importante usine textile de Roubaix faisant partie du groupe Prouvost-Masurel.

Tiberghien frères (Tourcoing)

Du «social» à la mode capitaliste

Alors que l'usine est en règlement judiciaire depuis février 1975 a eu lieu la remise de médailles pour les années de présence. Cette manifestation est «fort sympathique» aux dires de la presse locale ! Elle a eu lieu en présence des patrons : Robert Tiberghien son frère, et leurs collaborateurs de la COGEFI (le fameux cabinet capable de vous redresser une entreprise moyennant une commission mensuelle de 10 millions de francs, et des licenciements le tout : sans limitation).

Ainsi, deux cents licenciements effectués n'ont pas refroidi l'ardeur «sociale» et «familiale» de cette direction, à moins que ce ne soit sa persistance à abuser le peuple.

Un tel cynisme n'aurait mérité que le silence, s'il ne nourrissait pas, en lui-même, la haine des prolétaires contre les exploiteurs. Après avoir appris que le redressement était effectif, les médaillés purent entendre (mais pas les camarades licenciés !) ceci, que ne renieraient pas les dirigeants de la «gauche» bavardant sur la «viabilité» des entreprises en difficulté : que personne ne s'y trompe (?), – c'est le directeur qui parle – «tous ces résultats, couronnement de bien des efforts, sont la preuve que la mise en rentabilité de notre affaire était possible, nous l'avons dit, nous l'avons prouvé, grâce au travail des ouvriers (sic !) des cadres, de la diretion et de la COGEFI.»

Les ouvriers prouveront bientôt qu'ils ne se satisferont pas de boniments, de diplômes de «fidélité» et de médailles !

Correspondant HR

Plus ça change... plus c'est la même chose !

Un nom, un chiffre à ajouter sur la liste des entreprises qui licencient ou ferment : SOCOVEM donfection de vêtements pour les magasins Herbaut-Denneulin qui est en règlement judiciaire depuis peu, 330 licenciements sont en vue.

Ce qui donne pour Roubaix-Tourcoing, depuis le 15 septembre, 1 100 licenciements, dont près de 700 pour le secteur textile.

Face aux boniments du patronat, aux demandes de négociations qui font la joie des «zélus» de gauche et autres tenants de l'Union de la gauche, les travailleurs ne peuvent et ne doivent avoir qu'une seule ligne de conduite : on ne négocie pas les licenciements ! On les refuse !

Correspondant HR

La grève du Bronze Industriel (Bobigny)

DETERMINATION CHEZ LES TRAVAILLEURS

Comme nous le disions vendredi, la grève a été déclenchée suite à des retenues (allant jusqu'à 700 F !) sur la prime de fin d'année, soi disant pour absentéisme. En clair : congé sans solde (ceux que prennent parfois pour aller dans leur pays les immigrés qui sont 90 % des ouvriers), ou maladie (il y a plus de 30 blessés par mois !).

Comme de plus les salaires sont ici les plus bas du département et n'ont pas été augmentés du tout en 1976, on ne peut s'étonner que cela ait fait déborder le vase !

Le directeur, qui paye à prix d'or une trentaine d'hommes pour «garder» l'usine, a embauché ces jours-ci un petit nombre (pour l'instant !) d'intérimaires, d'abord en douce et soi disant pour la sécurité des fours !

En fait, c'était pour faire tourner la fonderie, service clé sans lequel rien ne peut être produit !

Face à cela, de nombreux travailleurs souhaitaient s'opposer fermement à leur entrée. Pour le succès de leur lutte, il est de fait important que le patron ne puisse faire tourner si peu que ce soit la fonderie .

L'Inspection du travail a été appelée à constater la présence des intérimaires et les syndicats ont engagé une action en référé.

La direction oppose toujours son refus aux revendications et les travailleurs sont décidés à poursuivre la lutte.

La popularisation et la solidarité deviennent donc des problèmes-clés et des collectes vont être organisées cette fin de semaine et la semaine prochaine.

Signalons que la Bourse du Travail de Bobigny, contrôlée par les dirigeants CGT, a été sollicitée pour la confection d'une affiche par l'intermédiaire de l'UL CFDT de Pantin : elle a refusé !

A en croire l'Humanité du 5 janvier, il n'y a pour faire quelque chose que le PCF (qui détient la mairie de Bobigny) et la CGT ! Dans cet article la CFDT n'existe pas. Ces mensonges ne peuvent manquer de choquer les travailleurs honnêtes, syndiqués ou non, à la CFDT ou à la CGT.

L'UD-CFDT a transmis une protestation à ce journal. L'UL-CGT de Bobigny (que contrôle bien sûr le PCF) a même pris l'initiative, sans en informer la CFDT, d'un «récital de solidarité» la semaine prochaine.

Cette solidarité-là a plutôt des relents de raccolage. L'article de l'Humanité cité plus haut, qui se vante d'une quinzaine d'adhérents au PCF, le confirme bien.

C'est sur leur unité à la base, dans l'action, sur la solidarité de tous les travailleurs, que ceux de «Bronze industriel» peuvent compter !

Pour tout soutien, s'adresser à UL-CFDT, 2 rue de l'Union 93 000 – Bobigny.

Lingerie Mail Saint Etienne

LES OUVRIERES NE DESARMENT PAS

Le 21 décembre, les ouvrières avaient voté en assemblée générale la grève illimitée sous forme de débrayage pour des revendications de salaire, la 5e semaine de congés payés, la demi-heure de casse-croûte payée. Il y a en deux jours de «chômage technique» (avant le 30 décembre). Tous les jours, une réunion a lieu dans le local CGT, seule section syndicale de l'usine.

Le patron de la lingerie Mail avait promis de revoir les salaires si IPEM (Innovation pour l'élégance masculine) acceptait d'acheter plus cher les livraisons de Mail !

Les ouvrières ont décidé de déposer le cahier de revendications à l'inspection du travail. Les déléguées y sont allées accompagnées des ouvrières : l'inspecteur ne voulait pas les recevoir immédiatement. Mais il s'est vite rendu compte, en ouvrant la fenêtre, que 190 ouvrières manifestaient dans la rue pour soutenir leurs déléguées. L'inspecteur s'est empressé de les recevoir dans son bureau.

Les déléguées en ont profité pour demander des précisions quant au chômage technique qu'avait imposé très subitement le patron. L'inspecteur, voyant que le protocole d'accord n'était pas signé par le comité d'entreprise, a dit que ce chômage pourrait ne pas être pris en charge par l'État. Le patron se verrait obligé, dans ce cas-là, de payer ces 2 jours chômés.

Sous peu, une table ronde tripartite (patron, inspection du travail, syndicat) doit avoir lieu pour discuter des revendications. Les déléguées ne céderont pas sur les revendications.

Le patron continue ses pressions pour enrayer le mouvement de grève : vendredi il a fait circuler un imprimé dans l'atelier où avait lieu les 48 heures de chômage technique. Il demandait que les ouvrières venues soutenir leurs camarades de travail s'inscrivent afin qu'il décompte les 2 heures de grève par jour.

Avec les débrayages, la production a énormément baissé. Alors que le carnet de commandes est complet, il ne sort plus que 1 300 chemises au lieu de 3 000 par jour. C'est la forme de lutte utilisée par les grévistes.

Des ouvrières de l'usine et le correspondant HR.

A la SNAC (Firminy)

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

La SNAC, société nouvelle des Acieries de Construction, fabrique des moules métalliques de haute technicité pour le bâtiment (moules de préfabrication du béton). L'entreprise emploie 48 ouvriers et employés. Elle est située dans la vallée de l'Ondaine (Firminy, près de St Étienne).

Il y a deux ans, la SNAC a été rachetée . Son nouveau gérant, fils à papa, outre qu'il mange les recettes, depuis plusieurs mois, «oublie» de payer les cotisations patronales à l'URSSAF qui l'a assigné en jugement.

Le 3 décembre, la direction annonçait en même temps le rachat de l'entreprise par un acheteur éventuel et une quinzaine de licenciements. Son but ainsi est de rentabiliser l'entreprise sur le dos des travailleurs.

Les travailleurs de la SNAC, organisés au sein de la CFDT décident immédiatement l'occupation de l'entreprise. La décision à prendre doit être très rapide : en effet dans l'atelier trois moules sont prêts à sortir — aussi faut-il les bloquer immédiatement pour que l'action soit efficace. C'est pourquoi depuis le 3 décembre l'usine est occupée nuit et jour.

La principale revendication est aucun licenciement.

Aujourd'hui le patron refuse de faire la paye de novembre et de payer la moitié du treizième mois. Il veut faire pression sur la détermination des ouvriers et passe aux menaces à travers la presse locale en annonçant le dépôt de bilan.

Mais les travailleurs tiennent bon et sont bien décidés à gagner. Il ont passé dans l'entreprise occupée les réveillons de Noël et du Nouvel An.

Quelque soit l'acheteur éventuel, tous les travailleurs exigent que soit assuré leur emploi.

Les travailleurs de la SNAC ont besoin de la solidarité et du soutien financier, et ils l'organisent : vente de brioches, collecte de solidarité à la sortie des usines.

S'il se sont fait mettre à la porte par les délégués CGT de certaines très grosses boîtes de Firminy et d'autres moins importantes, ils n'en reçoivent pas moins bon accueil de la part de la population qui connait bien la solidarité ouvrière.

Correspondant HR

Chazelles-sur-Lyon

La dernière fabrique de chapeaux est occupée

Chazelles-sur-Lyon est une petite ville de 5000 habitants située dans les Monts du Lyonnais à une trentaine de kilomètres de St Étienne.

Dans cette petite ville, l'activité industrielle a été longtemps centrée sur la chapellerie. Depuis la fin des années 50 où les fabriques employaient plus d'un millier d'ouvriers, le nombre des ouvriers n'a cessé d'être réduit et à la fin de 1976 le patron de la dernière usine a déposé le bilan, mettant au chômage 170 salariés. Les ouvriers décidèrent alors l'occupation de l'usine.

Cette évolution qu'a connue la chapellerie a marqué l'ensemble des activités de la région. Ainsi, le patron de la fabrique de bougies pour automobiles Eyqueme, employant quelques centaines d'ouvriers a annoncé 90 licenciements et actuellement les ouvriers se battent contre ces licenciements.

Face aux conséquences de la crise du système capitaliste sur la population chazelloise, particulièrement graves pour la classe ouvrière, c'est plus de 2 000 personnes qui ont manifesté leur colère dans les rues de Chazelles, le 29 juin, et plus d'un millier, descendus dans une quinzaine de cars et d'autres moyens de transport, qui sont venus crier leur refus de faire les frais de la crise, sur le parvis de l'Hôtel de Ville et de la Préfecture.

Quant aux ouvriers de la dernière fabrique de chapeaux, les plus durement touchés, ils occupent l'usine depuis deux mois, jour et nuit, par équipe.

C'est vers des tractations avec des organismes privés et publics, chargés de trouver des patrons qui veuillent bien implanter des entreprises dans la région chazelloise, que ce sont orientées les directions syndicales, avec les élus locaux et de différents partis politiques bourgeois.

Ces organismes cherchent à intéresser les patrons en leur proposant de «faire les études d'implantation» gratuitement, à pousser les ministères publics à crier des «structures d'accueil» pour ces entreprises, de présenter aux «élus» locaux tout le bénéfice qu'ils retireraient de ces implantations. Quant à la question des ouvriers qui travailleront dans ces usines, voilà le point de vue du directeur d'un de ces organismes :

«L'industrie du cuir exige en effet les mêmes techniques de foulage que la chapellerie et les femmes de la région de Chazelles sont très certainement douées d'une grande sensibilité manuelle, condition sine qua non de la réussite en ce domaine».

Pour ce directeur, les ouvriers ne présentent un intérêt que parce qu'ils sont productifs et permettent au patron de faire de bons profits.

Le 5 janvier, une délégation syndicale a demandé une entrevue avec Durafour, maire de Saint-Étienne.

Celui-ci reçoit la délégation à Paris !

C'est la voie de la collaboration de classe sur toute la ligne. Cela se retrouve dans les mots d'ordre qu'ils veulent mettre en avant.

Ainsi aux abords de l'usine occupée, on peut lire sur les banderoles : «Laisseront-ils mourir la chapellerie ?», «CGT-CFDT; droit au travail» ; «Pour le plein emploi, Chazelles veut vivre» ; «Non aux fermetures d'usines, non aux fabriques de chômeurs».

Mais il y a aussi une autre banderole qui met en avant la lutte des ouvriers contre les patrons, qui défie la légalité bourgeoise, et les justes moyens que se sont donnés les ouvriers pour riposter au patron et imposer leurs revendications : c'est «Usine occupée».

Correspondant HR Saint-Étienne

Vaucluse

Les ouvriers agricoles en lutte

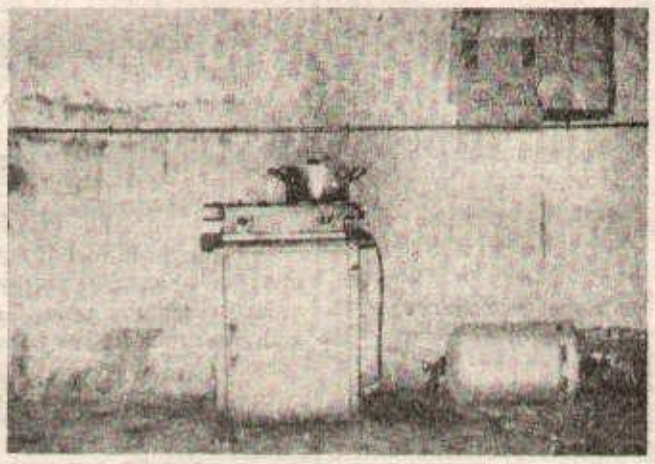
Le Vaucluse est une région agricole relativement riche. Malgré cela les gros exploitants maintiennent les ouvriers dans de dures conditions d'exploitation et de misère. Les patrons violent la loi sans aucune gêne, il faut dire qu'il y a seulement 3 inspecteurs du travail pour 8 à 10 000 permanents et près du double de saisonniers.

Aussi les heures supplémentaires ne sont pas payées, les qualifications sont rarement respectées, les congés payés, ça n'existe pas, les bulletins de paye c'est parfois un chiffre sur un coin de papier journal ou rien du tout...

Mais ça ne suffit pas encore aux patrons. Récemment ils ont refusé de répercuter l'augmentation du SMIC sur les salaires des ouvriers qualifiés. Mais en échange ils veulent augmenter de 26 % le «loyer» qu'ils retiennent sur la paye des ouvriers qu'ils «logent» souvent dans des taudis insalubres quand ce n'est pas simplement dans le poulailler...

De plus ils veulent imposer un supplément de 39 F par mois (et par personne) pour les logements équipés d'un WC. Alors que d'après les normes de la préfecture, tout «logement» est censé avoir un WC !

C'en était trop. La colère qui couvait depuis des mois éclate. Mais comment engager la lutte, il est pratiquement impossible actuellement de déclencher une grève ou une manifestation car les ouvriers sont très dispersés et isolés de ferme en ferme (Il y a seulement 70 exploitations de plus de 10 permanents). De plus de nombreux immigrés sont en situation très difficile, ils se syndiquent clandestinement et avec ou sans papiers, ils sont sous la menace permanente du refoulement arbitraire.



Aspect d'un logement d'ouvriers agricoles dans le Vaucluse.

L'action sera donc l'appel à l'opinion publique qui est souvent peu informée. Le syndicat CFDT-FGA décide donc de tirer une affiche qui sera collée massivement dans tout le département et dans laquelle sont dénoncés tous ces scandales et où est pris à parti, notamment un des gros patrons de la FDSEA, (le responsable main d'oeuvre). Celui-là même qui déclare impunément, en présence de l'inspecteur du travail : «mes ouvriers sont logés dans des logements non conformes et pourtant ils n'ont jamais rien dit. Alors, faites comme eux...»

Mais ce beau Monsieur n'a pas du tout apprécié de voir son nom étalé sur tous les murs du département et la FDSEA a protesté dans la presse disant, qu'elle «comprenait que les ouvriers soient mécontents», mais de là à le crier publiquement, le procédé n'est pas jugé convenable.

Pourtant en attaquant nommément un responsable, l'affiche porte beaucoup plus et les ouvriers montrent aussi qu'ils n'attaquent pas tous les «paysans» indifféremment mais bien les gros employeurs de main d'oeuvre.

La lutte ne fait que commencer : les patrons de la FDSEA viennent maintenant de dénoncer la Convention Collective (qui restera malgré tout applicable jusqu'en juillet 78). Les ouvriers vont riposter en dévoilant au grand jour un certain nombre de scandales, en particulier la fraude systématique de la Mutualité Sociale Agricole.

Les ouvriers agricoles donnent l'exemple de la combativité contre l'organisation capitaliste de l'agriculture. Ils doivent rallier à ce combat tous ceux qui souffrent de cette agriculture capitaliste et en premier lieu les petits paysans dont les plus pauvres sont éliminés chaque année et vont rejoindre les rangs des ouvriers agricoles ou vont s'embaucher à l'usine.

Dans un premier temps les ouvriers agricoles et les petits paysans doivent exiger de pouvoir travailler la terre et de vivre décemment de ce travail. Et à plus long terme le seul moyen pour appliquer réellement cette revendication c'est l'édification d'une agriculture entièrement nouvelle, socialiste, sous la dictature du prolétariat.

Correspondant HR

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

LES MORTS EN HOPITAL PSYCHIATRIQUE NE SONT PAS DES «ACCIDENTS»

Plusieurs personnes sont mortes récemment en hôpital psychiatrique. Nous rapportons ici l'histoire de deux de ces «accidents». Il est relativement rare que le mur du silence soit brisé dans ce genre d'«affaire» que l'administration s'emploie à étouffer avec, en général, la complicité plus ou moins tacite de la plupart des médecins chefs de service. Ceux qui révèlent de tels scandales, infirmiers ou médecins, risquent d'être poursuivis pour «non respect du secret professionnel». L'ordre des médecins et l'administration peuvent l eur interdire d'exercer leur métier. Et pourtant la connaissance de ces scandales traverse de plus en plus souvent les murs de l'hôpital. Cela traduit un développement de la lutte des travailleurs internés. Nous demandons à nos lecteurs qui travaillent en «HP» ou dans d'autres institutions psychiatriques de nous faire parvenir en gardant la prudence nécessaire d' autres témoignages.

C'est important car de telles révélations mettent en accusation non seulement les méthodes de traitement et les conditions d'hospitalisation mais aussi notre «système de santé» et finalement le système capitaliste.

Une jeune femme de trente-six ans, hospitalisée dans le service du Pr Sevestre est morte récemment à la suite d'un électrochoc. Cette méthode, qui consiste à «guérir» des troubles mentaux en faisant passer une décharge électrique dans le cerveau, est de moins en moins pratiquée. En effet, elle s'avère inefficace à long terme en détruisant les cellules du cerveau.

D'autre part, l'électrochoc n'est pas sans danger surtout pour des personnes à l'état physique déficient notamment sur le plan cardio-vasculaire (fonctionnement du cœur et circulation sanguine).

Or, la jeune femme ne pesait pas plus de 23 kg parce qu'elle refusait de manger. La seule solution sans doute aurait été de l'alimenter artificiellement de l'entourer de soins attentifs pour essayer de renouer le contact avec elle et lui permettre de reprendre goût à la vie.

Le Pr Sevestre en a décidé autrement. Bien que les infirmières du service aient manifesté les plus vives réserves sur la capacité de la malade à supporter l'électrochoc, il a ordonné de le pratiquer et ceci sous anesthésie. Or, il faut savoir que l'anesthésie ajoute des risques d'accidents graves auxquels on ne peut parer qu'avec des réanimateurs suffisamment équipés et habitués.

Voilà sans nul doute un médecin, qui, lui, ne sera pas persécuté par le Conseil de l'ordre mais recevra sa bienveillante «protection».

Une jeune fille meurt dans une «cellule d'isolement»

Cette jeune fille de 18 ans était en «placement volontaire» à Moisselle dans le Val d'Oise. D'après le rapport du médecin-chef elle était hospitalisée pour «préparer sa réadaptation en coordination avec des services du ministère de la Justice». Au retour d'une fugue, le 30 novembre, elle a été placée en chambre d'isolement, «pour qu'elle se calme» et de colère a mis le feu à la literie pour obliger les infirmiers à la faire sortir.

Malgré leur intervention immédiate, elle est morte intoxiquée par les gaz provenant de la combustion du matelas composé de matières synthétiques. L'émanation de fumées toxiques était telle qu'il a fallu évacuer le pavillon pendant plusieurs heures. Cela fait longtemps que les infirmiers dénonçaient les conditions désastreuses d'hospitalisation et le manque d'effectifs. L'administration a répondu à leurs renvendications par plusieurs licenciements dont récemment celui du secrétaire CFDT. Mais maintenant elle veut leur faire porter la responsabilité de cette mort.

Cette photo extraite d'un dessin de l'AERLIP (Association de lutte des travailleurs de la santé mentale) souligne un objectif important : briser le mur du silence grâce à la solidarité de classe des travailleurs de la santé et des travailleurs internés.

Qui est responsable ?

La responsabilité directe de cette mort incombe sans nul doute à la pénurie de personnel qui conduit pour «régler» certains problèmes à attacher les malades agités, ou alors comme ça a été le cas pour la jeune fille à les mettre en chambre d'isolement.

Quant à l'existence de matières synthétiques, toxiques lorsqu'elles se consument, nous l'avons déjà dénoncée l'année dernière, à propos de plusieurs incendies survenus à l'hôpital psychiatrique de Clermont dans l'Oise.

Mais cette mort met aussi directement en cause le système capitaliste lui-même. Après avoir contribué, sans doute largement, à engendrer chez cette jeune fille, un comportement «caractériel», il l' a enfermée à 18 ans dans un asile... sous prétexte de réadaptation.

Qu'aurait-il fallu faire pour l'aider à sortir de son état ? Lui apprendre à maitriser davantage ses réactions dans ses contradictions avec autrui ; lui permettre de régler ses problèmes par elle-même, en comptant de plus en plus sur ses propres forces, au lieu de tomber à chaque fois sous la tutelle psychiatrique et judiciaire. Or, l'asile est loin de permettre l'acquisition d'une telle autonomie. Tout au contraire, il représente une chappe de plomb étouffante qui ôte toute responsabilité à ceux qui s'y trouvent et tend à les infantiliser. En quelques mois, il entraine, surtout chez des jeunes, une «chronicisation», c'est-à-dire une dépendance telle qu'ils ne peuvent plus se passer d'une lourde tutelle.

La mort de cette jeune fille montre que Moisselle ne se différencie pas fondamentalement des autres «HP». Aux yeux de certains, la réputation d'un hôpital de «pointe», c'est seulement parce qu'on y pratique de façon intensive la «psychothérapie institutionnelle», mouture de la «participation» destinée aux travailleurs de la santé mentale.

Quelles perspectives offraient cet hôpital à la jeune fille ? Travailler pour un salaire de misère dans un salon de coiffure sous prétexte d'«ergothérapie» c'est-à-dire de soi-disant «traitement par le travail». Exploitation éhontée tout-à-fait complémentaire du manque de débouchés pour les jeunes dans notre société capitaliste en proie à la crise.

Soutenons les travailleurs de la Maternité des Lilas

Cette maternité créée il y a 12 ans par une association pour «l'accouchement sans douleur», est menacée de fermeture en raison d'un déficit de 80 millions d'anciens francs. Ce n'est guère étonnant puisque la Sécurité sociale lui rembourse la journée d'hospitalisation sur la base de 160 F alors qu'elle verse environ 500 F aux maternités publiques. Quarante travailleurs sont menacés de licenciements alors que la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) et le ministère de la Santé ne peuvent prétexter qu'il n'y a pas de travail... 600 femmes sont inscrites sur la liste d'attente.

Les travailleurs de la santé se battent de façon unitaire autour de la section CFDT : depuis les femmes de ménage, les puéricultrices, les infirmières et les sage-femmes jusqu'aux médecins... qui se déclarent prêts à consentir certains sacrifices financiers pour aider à la lutte. Cette lutte pour l'emploi est d'autant plus résolue que ces travailleurs de la santé veulent aussi sauvegarder certaines caractéristiques positives de la maternité. Il n'y a pas ici la barrière que l'on rencontre d'habitude entre les femmes qui viennent accoucher et le personnel. Les femmes ne viennent pas se livrer passivement aux mains de spécialistes qui les traitent en «mineures» et vont «faire» l'accouchement. Au contraire, on les aide à prendre en main leur propre accouchement et ceci en toute connaissance de cause : les parents et futurs parents peuvent discuter avec les travailleurs de la maternité, poser des questions, demander des explications, etc.

D'ailleurs l'enfant qui nait n'est pas accaparé par les «hommes en blanc» comme si il était leur «chose», mais chaleureusement accueilli par ses parents et la famille.

Cette expérience forcément restreinte est néammoins fort intéressante. D'ailleurs en témoigne la mobilisation des parents et futurs parents pour soutenir la lutte du personnel de la maternité, notamment en popularisant les conceptions selon lesquelles ils travaillent : ils étaient 200 à l'assemblée générale de mardi dernier !

Venez nombreux !

VENDREDI 7 JANVIER 77 A 21 H
GALA DE SOLIDARITÉ
avec le personnel de la maternité des Lilas
Salle des fêtes — av. Waldeck-Rousseau
LES LILAS - 93 - Mo Mairie des Lilas

Lisez, faites connaitre la brochure de L' Union Culturelle sur la lutte des résidents de la Sonacotra

CHANT DE LUTTE POUR NOS FRERES IMMIGRES

On peut se procurer cette brochure en envoyant commande et en réglant par chèque bancaire à l'ordre de M. Durand, BP 321 75525 Paris cedex 11

En vente aux «Herbes sauvages», 70, rue de Belleville, 75020 Paris
A «La Force du livre», 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon
Prix : 4,00 F

culturel

UN POEME CONTRE LES EXPULSIONS

1500 à 2000 expulsions prévues à Lormont

Il est fatigué mon mari
Les enfants sont pâles, ne tousse pas mon petit !
As-tu pensé à pointer
Au chômage ? Ceux du comité veulent te voir.

Nous expulser... L'angoisse est lourde,
La mairie communiste m'a rassurée
Le maire nous a donné 3 sous, il a dit
Qu'il faut voter pour que ça change.

La cuisine est dans l'ombre
Et du robinet tombent des gouttes,
Un morceau de pain, ne pleurez pas
C'est tout ce qui me reste, mes enfants.

Les voisins aussi vont se faire expulser
C'est le Comité qui discute chez eux
A grands mots de colère : occuper, descendre dans la rue
Mon mari, il faudrait que tu y ailles.

La cité dort, c'est l'heure de l'huissier
Toi, tu y croyais ? Je ne pouvais pas
Mon mari, ne prends pas ton fusil
Ils vont t'emprisonner.

La rue, les vélos, les voitures,
La pluie, ou fait-il soleil ?
Mes enfants ne criez pas
Vous allez réveiller les voisins.

Nos fauteuils, la télé, les chaises
Camionneur, c'est à nous, laisse
Mes petits, ce n'est rien, le député nous soutient
Nous aurons d'autres meubles.

Toi mon homme n'aie pas honte
Et ne baisse pas les yeux comme ça
Laisse cette bouteille, la vie est dure
Bien sûr, un bidonville, une grotte ça nous change,

C'est l'assistante sociale, elle va comprendre,
Elle va nous aider, tu vois elle tremble,
Quelle pitité. Comment ? Les enlever ?
Mes petits ? Mes enfants ?

Ils n'ont rien à manger, ils sont sales ?
Ils ne vont pas à l'école ?
D'autres s'en occuperont mieux ?
Pour notre misère aussi, il faut payer ?

Mes enfants, ma chair
C'est tout ce qui me restait
Mon homme laisse ta bouteille
Mon homme, toi aussi ils te prennent.

A l'aide ! Vite à la mairie. Attendre ?
Laisser faire ? Voter ? Et le député ?
Il faut attendre la majorité ?
Et moi ? Et nous ? Nous donner quelques sous ?

Ah c'est vous, le Comité. Quelle clameur
Nous sommes 100 déjà, non 1 000
Tous expulsés, tous ivres de colère, mes frères
Dans la misère, mes camarades, à l'aide !

Vos mains sont douces, tendre la solidarité
Nos haines se nouent en un poing de fer
Contre ceux qui m'ont tout pris
Contre ceux qui ont laissé faire

Mes enfants qui sont loin, mes enfants
Mon mari trop saoul,
Je vous défendrai, nous nous défendrons
Donnez-nous des fusils, camarades !

OVNI et bondieuseries

Des sornettes qui ont la peau dure

Les soucoupes volantes et leurs pilotes venus d'on ne sait où sont une invention de la bourgeoisie pour amuser le peuple. C'est une banalité. Mais cette banalité a la peau dure. Régulièrement, la TV nous informe qu'une soucoupe est passée dans nos cieux et la littérature «spécialisée» connait un développement étonnant.

Dans la Gréce antique, avant la naissance des premiers États de classe (la fameuse «démocratie» grecque), les hommes s'expliquaient le monde et la société par la religion. Elle se composait de mythes. L'un de ces mythes qu'on retrouve dans toutes les religions, est celui de «l'âge d'or». Les hommes auraient vécu à l'origine dans un monde merveilleux, un paradis terrestre, sans aucun problème, aucune souffrance.

Mais par suite d'une faute contre les dieux ou d'une dégénérescence inexplicable, ils se seraient progressivement retrouvés dans l'état d'aujourd'hui, soumis à la misère et à l'injustice (qui est, comme chacun sait, un don du Seigneur).

Une vieille histoire

Dans la Grèce antique, l'ancienne société, au régime tribal, s'écroula sous la poussée de nouvelles forces économiques : les premières classes organisées comme telles. Les classes fondèrent les premiers États dignes de ce nom, c'est-à-dire des États de classe.

Alors apparurent les premiers penseurs matérialistes, soutien idéologique et théorique de ces classes dont l'intérêt était de renverser l'ancien ordre tribal. Ils voulaient créer des États basés sur une certaine égalité et une certaine participation de tous aux affaires publiques. Les théories de ces penseurs étaient extrêmement, totalement, radicalement athées. Elles ne croyaient qu'à la matière et à son mouvement. Dans le domaine social, le philosophe atomiste Démocrite, suivi par les philosophes «sophistes», démontra que les sociétés humaines, depuis l'origine, ne regressaient pas mais progressaient. Le mythe de l'âge d'or en prenait un coup dans l'aile.

Mais comme toujours, jusqu'ici, dans l'histoire, cette période révolutionnaire produisait une idéologie très en avance sur le type de société que voulait et pouvait constituer la classe dirigeante de cette révolution et ceci afin de rallier les autres classes opprimées. Une fois accompli le renversement de l'ancienne société, les propriétaires d'esclaves transformèrent la «démocratie» en instrument d'oppression de leurs anciens alliés. On persécuta les philosophes matérialistes et le plus grand philosophe idéaliste, le premier grand penseur au service d'une classe exploiteuse, Platon, commença sa carrière. Il remit la religion en honneur. Non pas l'ancienne religion qui était le reflet d'un mode de production bien mort ; mais un type de religion, un type d'idéalisme qui va vivre 2 000 ans (qui vit encore) et qui cherche à donner une réponse réactionnaire à chaque progrès du matérialisme, de la science.

Et Platon de réintroduire sous une forme nouvelle, les vieux mythes et plus spécialement le mythe de l'âge d'or.

Le bon dieu en soucoupe

Les soucoupes volantes ? Hé bien, voyez-vous, nous y sommes. Les phénomènes atmosphériques sont loin d'être tous expliqués. Nous avons fait des progrés mais bien des choses restent à expliquer. On se bagarrait déjà chez les anciens Grecs pour savoir si ces phénomènes étaient des êtres animés ou des effets de la matière. En y regardant de prés et aussi incroyable que cela puisse paraitre, la théorie des soucoupes volantes relève des conceptions religieuses les plus archaiques. C'est un mythe au sens strict.

Le caractère très ancien, très régulier, et surtout non progressif du «phénomène soucoupes volantes» rend caduque la thèse d'objets soumis à une volonté. Sans parler des gigantesques problèmes scientifiques que poserait leur présence autour de notre planète (distance/énergie/temps), puisqu'on sait qu'aucune planète du système solaire n'est «habitée».

Mais ce qui est intéressant, c'est le «sens de l'histoire» qui anime tous les spécialistes des «OVNI». Leurs œuvres sont d'ailleurs souvent consignées dans des livres noirs à lettres gothiques d'or ou d'argent : tout un programme. La thèse de fond qui unit tous ces «penseurs» peut se résumer ainsi : des «extra-terrestres», il y a longtemps, ont apporté la science aux hommes. Mais par la suite, ceux-ci en ayant fait un mauvais usage, ils les punirent en lançant une bombe H qui fit repartir l'humanité à zéro.

Il est évident qu'il s'agit là d'une actualisation (bombe H, fusée...) du mythe de l'âge d'or et d'autres vieilles nippes destinées à dénier à l'humanité la nature de son destin

Ces histoires n'ont pas le plus petit début de preuve scientifique. Comme dans les sciences au contraire, tout montre que les hommes sont les seuls maitres de leur avenir, la bourgeoisie, autrefois porteuse d'une pensée révolutionnaire, remet en vigueur le vieux mythe de l'âge d'or. Les extra-terrestres jouent le rôle d'une puissance placée au-dessus de nous. Comme on ose plus trop nous parler de cet épouvantail barbu qu'était Dieu, on essaie de nous refiler du martien.

Déjà au temps des Grecs

Voici des extraits d'un drame écrit par le philosophe Critias, membre de l'École des Sophistes, dans la Grèce Antique (Ve siècle av. JC). Il montre bien que depuis longtemps déjà les mythes ne sont plus, comme aux premiers temps de l'histoire (ou de la préhistoire) le simple reflet d'une compréhension de l'univers et de la société mais bien un instrument pour faire régner un certain ordre social. L'astrologie et les soucoupes volantes font encore de nos jours partie des mythes dont le philosophe antique avait déjà démontré le mécanisme dans ses grandes lignes.

Critias explique d'abord que les hommes vivaient comme des animaux, sans règles sociales. Puis apparurent les lois et la répression. Mais les hommes tentaient de violer les lois en cachette pour éviter la répression...

... Je crois qu'alors
Un savant très savant
Fabriqua pour les mortels des dieux à redouter

Pour inspirer la peur aux méchants,
Qui agissent, parlent ou pensent en cachette.
C'est pour cela qu'il introduisit Dieu.
Il leur dit qu'il jouit d'une vie éternelle,
Par l'esprit,il entend, voit et juge
Tous les actes commis. Il est de nature diverse.
...
... En parlant ainsi
Il cachait ce qu'il voulait dire sous l'agrément des mythes
Escamottant la vérité par un discours trompeur.
C'est au ciel, disait-il, que résident les dieux,
Pour accroître la terreur des hommes.
Car il savait que c'est de là que vient la crainte des hommes,
De là que vient le réconfort aux malheureux,
De la voute sublime où l'on voit jaillir l'éclair
Et le tonnerre effrayant de l'orage
Et la peinture bariolée des arbres,
Édifice merveilleux, oeuvre du temps constructeur,
Où la masse en feu du soleil suit son cours,
Et d'où la pluie descend sur la terre.
Il enferma les hommes dans ce cercle de terreur.
...

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

l'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

AU PAYS DES LIS ET DES MIAOS (2)

Résumé : La délégation des communistes marxistes-léniniste de France dirigée par le camarade Jacques Jurquet visite l'île de Hainan. Au cours de son passage dans la moitié sud de l'île, une région autonome des minorités nationales Li et Miao, la délégation rencontre la camarade Hoang Tu Sian, la secrétaire politique de la cellule de la brigade. Celle-ci, qui fut, dans le passé, vendue à l'âge de 3 ans à un propriétaire foncier, poursuit son exposé.

« Le Parti communiste chinois et le président Mao se sont préoccupés de nous.

»Cela s'est traduit sur le plan politique mais aussi sur celui de la vie courante. Avant la Libération, nous logions dans des taudis, maintenant nous logeons dans des maisons décentes.

»Avant la Libération, nous ne savions pas ce qu'étaient une moustiquaire, des chaussettes, une couverture de coton, un vêtement ouaté. En hiver, on se couchait à côté du feu. Par manque de vêtements, on se couvrait avec des écorces d'arbres.

»Aujourd'hui, nous avons tout cela, plus un excédent d'argent dans chaque famille qui permet l'épargne. Autrefois les privations dans la vie courante se traduisaient aussi par la manque de sel car notre région est isolée par des montagnes.

» Nous n'avions pas d'allumettes : pour allumer un feu, on coupait une petite branche d'arbre séchée et on la frottait sur une pierre. Il n'y a vait pas de moyens de transport : des commerçants venaient vendre des aiguilles à coudre en abusant de nous : une aiguille valait une poule.

»Maintenant dans chaque foyer, il y a montres, radio, bicyclette.

»Avant la Libération, les œuvres sociales, enseignement, hygiène, médecine n'existaient pas. Nous n'avions pas de langue écrite. Pour compter on faisait des nœuds à un fil. Aujourd'hui, le pouvoir local nous a envoyé des comptables compétents. La vie culturelle a connu un développement continu notamment pendant la critique de Lin Piao et Confucius. Bien entendu, aprés la critique de la bande des quatre, on aura sans doute un développement accru.

»En 1945, nous avons établi la première école à l'échelon de la brigade. Maintenant, nous avons quatre classes du premier cycle du secondaire. Tous les enfants de la brigade fréquentent l'école primaire et nous avons 52 diplômés du deuxième cycle du secondaire, 30 du premier et aussi 4 étudiants diplômés de notre propre minorité, 4 étudiants d'une école technique, 5 instituteurs ou professeurs et 11 ouvriers.

»De telle sorte que nous avons à l'échelle de la brigade des personnes aptes à assumer toutes les fonctions.»

La camarade Huang Tu Sian, en énumérant ces progrés, mesure pleinement les bouleversements qu'ils représentent. Une ancienne esclave comme la camarade apprécie à sa juste valeur les études et les connaissances. Il faut que les études et les étudiants soient au service du peuple et sous la direction du prolétariat mais cela ne veut pas dire que les connaissances acquises par les éléves et les étudiants peuvent être négligées : elles sont un bien précieux. La bande des quatre avait dénaturé le principe «être rouge et expert». Selon eux, il suffisait d'être rouge pour être expert.

Ils disaient même pour illustrer leur conception : «les trains arrivent à l'heure en système capitaliste mais ils n'ont pas besoin d'arriver à l'heure en système socialiste».

Une comparaison absurde : les trains en regime socialiste non seulement arrivent à l'heure, ce en quoi ils ne sont pas inférieurs à ceux des capitalistes, mais encore et surtout ils sont au service du socialisme. Dans le domaine de l'enseignement, c'est pareil. Les étudiants doivent étudier sérieusement en liant théorie et pratique pour servir mieux la révolution et l'édification socialiste : rouge, c'est le principal mais expert c'est indispensable. En Union Soviétique et dans les pays révisionnistes, être expert c'est «réussir» : être étudiant est un moyen de promotion sociale ; beaucoup d'étudiants, même d'orig ine ouvriére, sont imprégnés de la conception bourgeoise arriviste.

En Chine, cela n'est pas admis : le premier critère pour le recrutement des étudiants c'est leur postion de classe, leur esprit révolutionnaire prolétarien, mais cela ne veut pas dire pour autant que le niveau de connaissance n'a pas d'importance, il est aisé de comprendre pourquoi. Former un grand nombre de techniciens, ingénieurs, chercheurs liés aux masses et travaillant avec elles, c'est indispensable pour transformer la Chine en un pays moderne, aux premiers rangs dans le monde.

Tandis que ces réflexions nous viennent à l'esprit, la camarade Hoang Tu Sian continue : «Avant la Libération, dans la région des Lis, les activités liées aux superstitions faisaient rage ; au lieu de se faire soigner par un médecin, en cas de maladie, on tuait une poule. Si une femme tombait malade, les propriétaires fonciers la chassaient comme un démon. Si on partait piquer du riz et qu'on rencontrait la femme d'un propriétaire foncier on rentrait chez soi pour éviter des malheurs, c'était une conception fataliste.

»Aujourd'hui nous avons établi le système de cotisation sanitaire et avons formé des médecins aux pieds-nus diplômés du secondaire. Aujourd'hui lors de la mort de quelqu'un de la brigade, on organise une réunion pour lui rendre hommage tandis qu'avant la Libération, on se réunissait en famille : on faisait un banquet pendant 7 jours avant d'enterrer le mort; c'étaient les voisins qui mangeaient, pas les membres de la famille».

La camarade traçait ce tableau du passé et du présent, de la nuit et du jour. Tandis qu'elle parlait, parfois ses yeux étaient humides : la camarade était là, en chair et en os, c'est elle qui avait été vendue à l'âge de trois ans comme esclave.

C'était des femmes comme elle qui quelquefois étaient brûlées vives, victimes immolées parce que la femme du propriétaire foncier était malade. C'est des Lis comme elle qu'un militariste du Kuomingtang avait mis en cage et transporté à Canton pour les montrer comme des bêtes en 1932. Et pour les désigner , certains ajoutaient à gauche de l'ancien caractére chinois qui signifie «Li» une petite particule qui transforme le caractére en «chien».

La camarade Hoang Tu Sian veut aussi parler de l'avenir, elle dit : «Le Comité central du Parti ayant à sa tête Houa Kouo Feng a écrasé d'un coup la bande des quatre. Cela a suscité un enthousiasme sans borne parmi les membres de la brigade. Nous sommes résolus à suivre l'exemple de Tatchaï dans l'édification socialiste, surtout dans la critique des quatre, cette bande antiparti, antisocialiste et antipopulaire.

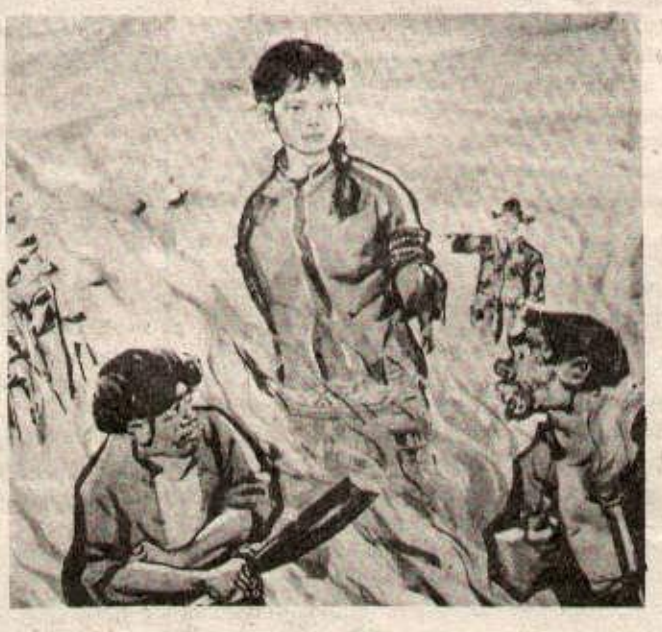
»Nous sommes résolus à entreprendre sur une plus grande envergure les travaux des champs : déjà l'année dernière nous avons aménagé 200 mous de terre (plus de 12 ha), aplani 5 petits monts et transformé des flancs en terrasses.

»Devant cette situation excellente, nous continuerons la révolution et l'accélération de la production afin d'apporter une contribution plus importante».

Et elle conclut : «En visitant la brigade vous pouvez constater les grands changements intervenus dans notre situation et notre condition aprés la Libération. Mais nous ne devons pas nous satisfaire de ces changements».

Le soir de ce jour une représentation folklorique fut donnée en notre honneur par les Lis et les Miaos. Chants et danses colorés et pleins d'entrain célébraient l'unité des diverses nationalités de la Chine, la solidarité entre les diverses régions de la Chine, la lutte contre les conceptions confucéennes du mépris de la femme, la critique de la bande des quatre, l'esprit de résistance de la population des Sicha face aux fantoches de Saïgon. La salle, pleine de paysans et d'ouvriers était contente et nous aussi : le spectacle était plein de fraicheur, de dynamisme et d'optimisme. Comme cela se fait pour les hôtes de marque, on nous fit monter sur la scène pour serrer la main des artistes de la troupe tandis que la salle applaudissait ces camarades venus de France, du pays de la «Commune de Paris» comme on dit souvent ici...

A gauche, la camarade Hoang Tu Sian, à Tung-Scha.



Avant la Libération lorsqu'une femme de propriétaire foncier était malade, celui-ci engageait une chasse aux sorcières et des femmes de paysans pauvres étaient brûlées vives. Ce dessin, affiché dans le musée de la brigade de production de la camarade Hoang Tu Sian illustre ce passé barbare et l'esprit de résistance des femmes Lis.

DONNÉES SUR LA RÉGION AUTONOME DES LIS ET DES MIAOS

La région se subdivise en 8 districts. Il y a 121 communes populaires dont 5 sont des communes de pêcheurs.

La région compte 1 600 000 habitants dont

580 000 Lis
18 000 Miaos
1 000 000 Han
2 000 musulmans

Données sur la brigade de production dirigée par la camarade Hoang Tu-sian

812 membres dont 304 actifs, 127 foyers.

Terres cultivées : en mous (1 mou : 1/15 ha)

rizières 644	poivre 15
hévéas 600	buffles 500
ananas 122	cochons 422
	canne à sucre 50

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1977